

## La Belgique va commémorer les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki... Accrochons-nous



Coordination Nationale  
d'Action pour la Paix  
et la Démocratie ASBL

CNAPD

[cnapd.be](http://cnapd.be)



Les autorités ont placé le centenaire de la Première Guerre mondiale sous le signe de la paix. Tant mieux. Les commémorations que nous vivons sont donc autant d'opportunités de mettre en avant les affres de la guerre et les instruments qui permettent de s'en éloigner.

La dernière commémoration en date mérite une attention toute particulière pour ses enseignements. Le 22 avril dernier, en effet, marquait le 100e anniversaire de la première utilisation à grande échelle d'armes chimiques. Événement tout particulier pour nous, Belges, puisque celui-ci a eu lieu à Ypres, avant de se reproduire régulièrement ailleurs jusqu'à la fin de la guerre.

Notre Ministre des Affaires étrangères nous rappelle que « le terrible effet des armes chimiques et l'atroce souffrance des victimes ont amené les gouvernements de l'époque à interdire leur utilisation en signant le protocole de Genève en 1925 ». Il est heureux et non moins logique de faire le lien entre le terrible effet de l'utilisation d'armes de destruction massive et la volonté des gouvernants de construire des instruments juridiques à même d'en exclure toute utilisation ultérieure.

Transportons-nous dès lors 25 ans après ce premier bombardement à l'arme chimique. Il y a 75 ans, donc, au mois d'août. L'armée américaine larguait ses deux bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki. 240 000 morts et des conséquences sanitaires, environnementales et sociales encore fortement perceptibles aujourd'hui.

Curieusement, « le terrible effet de l'utilisation d'armes de destruction massive » n'a cette fois-ci pas abouti en l'adoption d'un traité d'interdiction. D'ailleurs, 75 ans plus tard – et une semaine après la commémoration du bombardement de Ypres! – la Belgique rappelait à la conférence de révision du Traité de non-prolifération qu'elle aspirait à un monde sans arme nucléaire et que celui-ci n'était envisageable que par « la politique des petits pas ». Résultat ? 17 000 armes atomiques dans le monde, dont 20 en Belgique qui participent à faire du « monde sans arme nucléaire », une illusion.

Une illusion couvée par la réalité de l'escalade nucléaire à laquelle la Belgique participe

concrètement, alors même que notre pays se trouve confronté à des choix cruciaux.

Précisons d'emblée que la Belgique pourrait demander unilatéralement aux États-Unis de reprendre les têtes nucléaires qu'ils entreposent chez nous. Les États-Unis ont d'ailleurs déclaré qu'ils étaient disposés à le faire<sup>1</sup>. La Grèce l'a fait. La Belgique, elle, malgré ses prières pour une terre dénucléarisée, préfère attendre qu'un consensus se dégage entre les États-membres de l'OTAN. Bien sûr, « on » va nous dire que ce n'est pas aussi simple pendant qu'« on » rendra jour après jour les choses plus compliquées.

Ainsi, le Gouvernement doit présenter prochainement sa « note stratégique sur l'avenir de l'armée belge », qui doit tracer les grandes orientations de l'évolution de la Défense pour les 15 prochaines années. Dans ce cadre, une Résolution du Parlement flamand et une Résolution de la Chambre ont tout récemment appelé à « inscrire résolument la Belgique dans la lutte pour le désarmement nucléaire dans le cadre de négociations multilatérales auxquelles la Belgique continuera de participer activement afin de libérer son territoire de toute présence d'armes nucléaires ».

Or, depuis bien longtemps, la Belgique s'inscrit « résolument dans la lutte pour le désarmement nucléaire » en entraînant ses pilotes à larguer les bombes nucléaires présentes sur le territoire à bord des avions de chasse F-16... que l'accord de gouvernement prévoit de remplacer avant la fin de cette législature. Faire le choix du remplacement des F-16 de l'Armée belge, c'est aussi questionner la perpétuation du rôle de la Belgique dans le partage des tâches nucléaires de l'OTAN. Acheter des avions « *dual capable* », c'est pérenniser pour des décennies, la présence des armes nucléaires sur notre territoire.

D'après l'État-major de la Défense, dont la récente note interne a fuité dans la presse, l'Armée belge doit continuer dans l'avenir à avoir des avions capables de larguer les bombes nucléaires de Kleine Brogel. Ce serait apparemment la seule manière pour un petit pays comme le nôtre d'être entendu sur la scène internationale. Une

<sup>1</sup> Les États-Unis ont plusieurs fois répété leur disposition à démanteler ces armes dont plus aucun plan militaire ne prévoit l'usage. Toutefois, trois États-membres de l'OTAN s'opposent publiquement à leur retrait : la France, la Hongrie et la Lituanie. La Belgique, pourtant en droit de demander souverainement le retrait des 20 têtes nucléaires, répète depuis le début des années 1990, travailler discrètement à un consensus à l'intérieur de l'OTAN. Peu lui importe que cette position – invérifiable mais en tout cas improductive – perpétue l'illégalité dans laquelle la Belgique se trouve au regard du TNP auquel elle a souscrit... et qu'elle appelle à respecter dans son accord de Gouvernement.

question de crédibilité donc. Probablement le même argument qui perdure depuis la fin de la Guerre froide. Tant pis, finalement, si cela s'appuie sur des bombes... et particulièrement sur des bombes 24 fois plus puissantes que celle qui a explosé à Hiroshima.

Il reste que nous sommes devant un choix. Celui d'acheter ou de ne pas acheter de nouveaux avions chasseurs bombardiers. Ce choix doit être présenté sous toutes ses coutures et faire l'objet d'un débat transparent, ouvert et large<sup>2</sup>: le coût exorbitant de cet achat, son utilité au regard d'autres non-dépenses, l'opportunité « stratégique » de travailler à un monde plus stable et plus en paix avec des chasseurs bombardiers.

Et la question de la capacité nucléaire dont l'absurde flou qui l'entoure en Belgique empêche à chaque fois d'en arriver à la question qui fâche: à quoi cela sert-il ?

On serait tenté de dire naïvement: à rien, si ce n'est à entretenir le risque – ou la menace ? – d'un nouvel Hiroshima. Pourtant, si la Belgique continue à poser des obstacles au désarmement nucléaire mondial malgré ses discours répétés qui veulent faire croire le contraire, c'est bien qu'il doit y avoir une explication rationnelle derrière tout cela.

Peut-être pourrions-nous poser la question le 29 mai prochain, moment où la ville de Bruxelles accueillera des Hibakushas, des survivants des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki. Ceux-ci font actuellement le tour de la terre en bateau pour témoigner de la concrétude de ces bombes nucléaires qui peuvent paraître irréelles, fantomatiques.

**Samuel Legros**  
CNAPD

2] Pour en savoir plus sur l'achat de nouveaux avions de chasse et signer la pétition pour s'y opposer: [pasdavionsdechasse.be](http://pasdavionsdechasse.be)

